Plate-forme 4 - Pour une orientation révolutionnaire du NPA

Texte d'orientation de la plate-forme 4

L'orientation de notre parti depuis sa fondation l'a conduit à une situation de crise. L'échec des régionales a révélé un net recul de la sympathie parmi les travailleurs et les jeunes. Il y a le départ ou le découragement de nombreux militants, mais aussi une grande difficulté à intervenir efficacement dans la lutte des classes avec une orientation stratégique claire. La crise provient des ambiguïtés constitutives du NPA, car on ne peut construire un parti sans des axes stratégiques nets.

L'ex-position C et divers secteurs de l'ex-position A en ont conscience : ils proposent de trancher les ambiguïtés des principes fondateurs dans un sens réformiste, en faisant du NPA un simple moyen de pression sur la « gauche de la gauche ». Ce serait la fin du NPA comme parti anticapitaliste.

Pour d'autres camarades, il suffit de revenir aux « NPA des origines » par delà quelques erreurs commises en cours de route (négociations avec le PG et le PCF, les accords électoraux, etc.). En fait, il ne s'agit pas d'erreurs, mais d'une orientation politique, liée aux ambiguïtés des principes fondateurs que la plupart des dirigeants de l'ex-position B veulent maintenir, au lieu de les trancher dans un sens révolutionnaire. Or le statu quo est devenu impossible : s'il y a un ensemble de passages importants et justes dans les principes fondateurs, ils se mêlent à des considérations confuses et parfois de tendance réformiste parce qu'ils ne sont pas vertébrés par la centralité prolétarienne, l'objectif du communisme, la stratégie de la révolution prolétarienne. Un an et demi après le congrès de fondation, il est temps d'avancer dans le développement cohérent et conséquent de ces principes et dans le dépassement des ambiguïtés initiales. Il est à la fois regrettable et significatif que la direction sortante n'ait pas mis à l'ordre du jour du congrès une telle révision des principes fondateurs, alors qu'ils avaient été expressément présentés comme provisoires au congrès fondateur.

Pour relancer le NPA comme parti anticapitaliste, il faut faire un bilan critique depuis sa fondation, le doter d'une stratégie et d'une orientation anticapitalistes cohérentes, c'est-à-dire prolétariennes et révolutionnaires.

Une situation marquée par les développements de la crise capitaliste

La situation en France est conditionnée par la crise mondiale, qui aurait dû faciliter la construction d'un parti anticapitaliste car elle révélait la faillite du capitalisme. Mais la direction est désarmée pour analyser la crise d'un point de vue marxiste et l'analyse

tour à tour comme le produit des excès du néolibéralisme ou de la sous-consommation des travailleurs. Or la crise vient du fonctionnement même du capitalisme, et il faut défendre le marxisme qui confirme toute son actualité[1].

Dans l'immédiat, la crise touche tout particulièrement l'Union Européenne et contraint la bourgeoisie de l'UE à redoubler ses attaques contre les conquêtes du prolétariat. C'est surtout vrai en France qui, avant la crise, était en retard dans ses contre-réformes par rapport à ses principaux concurrents. Les capitalistes y avaient d'ailleurs soutenu la candidature de Sarkozy, « l'homme de la rupture », qui leur paraissait le mieux à même d'accomplir cette tâche difficile vu les traditions de lutte du prolétariat.

Un gouvernement Sarkozy-Fillon affaibli

Sarkozy a réussi à imposer un nombre important de contre-réformes, mais sans rupture véritable : il a accéléré le rythme de celles-ci, mais il a continué de s'appuyer principalement sur le « dialogue social », (la collaboration de la bureaucratie syndicale), au lieu de tenter l'écrasement des travailleurs dans un affrontement majeur. Cette méthode a été efficace vu la collaboration accrue des directions syndicales : le prolétariat a été affaibli, subissant des défaites partielles, et jusqu'ici un conflit national potentiellement dangereux a été évité. Mais justement : le prolétariat n'a pas été écrasé et reste potentiellement dangereux pour un gouvernement aujourd'hui affaibli de façon significative, quoique non irrémédiable.

Les illusions causées par la campagne Sarkozy de 2007 ont été dissipées par la casse des conquêtes sociales. En témoigne la baisse de la popularité de l'exécutif, en particulier du président.

Certes, les défaites immédiates ébranlent la confiance des travailleurs en leurs propres forces. Mais il faut noter que les rapports entre les classes ont commencé à se modifier : les travailleurs du public et la jeunesse avaient été les principaux acteurs de la résistance à l'offensive du capital depuis environ vingt ans, mais la crise et les licenciements ont poussé le prolétariat industriel, resté largement passif depuis une trentaine d'années, à revenir sur le devant de la scène dès le début 2009. Attendons-nous à des batailles plus aiguës, car il n'y aura pas de véritable relance de la croissance. Ce réveil va donc sans doute se prolonger et se développer, même avec des flux et des reflux. De plus, travailleurs et jeunes, déjà passés par des luttes importantes dans la période précédente (1995, mai 2003, mouvement lycéen et révolte des banlieues en 2005, CPE en 2006), ont encore accumulé une expérience importante (grève reconductible des cheminots en défense des régimes spéciaux en novembre 2007 trahi par la direction de la CGT, grèves de travailleurs sans-papiers pour leur régularisation depuis 2008, journées d'action massives de 2009 mais réduites à l'impuissance car dispersées et sans lendemain vu la politique de la bureaucratie, grève générale partiellement victorieuse aux Antilles, nombreuses luttes contre les licenciements ou pour des augmentations de salaires dans le privé, etc.).

Le scandale Woerth-Bettencourt-Sarkozy a porté un coup supplémentaire au gouvernement en montrant de façon éclatante qu'il était le simple commis des grands patrons. C'est pour cela qu'il a lancé une nouvelle offensive raciste et sécuritaire, la chasse aux Rroms visant à enrayer cet affaiblissement en détournant l'attention des travailleurs et en les divisant.

… mais fondamentalement soutenu par les partis « de gauche » et les directions syndicales réformistes par delà leur opposition formelle

Les divisions de la droite (tentative de Villepin de créer un parti concurrent à l'UMP, velléité d'indépendance du Nouveau Centre…) à la fois révèlent l'affaiblissement du gouvernement, peuvent contribuer à le fragiliser davantage en légitimant sa contestation, mais peuvent aider à contenir celle-ci dans d'étroites limites en gardant quelques déçus du sarkozysme dans le giron des partis de la droite traditionnelle. Car malgré les critiques de méthode et les rodomontades humanitaires ou sociales, les différentes sensibilités de et autour de l'UMP défendent la politique de la même classe sociale.

Le PS et Europe-Ecologie : l'opposition parlementaire bourgeoise

Sur le fond, le PS ne s'oppose nullement à la politique de l'actuel gouvernement. Face à la crise économique, la direction du PS reprend l'essentiel des positions du FMI, présidé par l'un des ses principaux dirigeants, nommé sur la recommandation de Sarkozy lui-même, Dominique Strauss-Kahn ; son aile « gauche », intégrée à la direction, couvre cette orientation, en faisant entendre parfois quelques échos néo-keynésiens[2], à l'image du PG et du PCF. Sur le plan politique, les critiques du PS, de Bayrou ou de Villepin envers Sarkozy ne diffèrent guère : trop ouvertement proche des plus riches, parfois trop brutal dans le rythme des réformes ou enclin à utiliser trop grossièrement le leitmotiv de la sécurité et de l'immigration par démagogie. Le PS n'a combattu aucune contre-réforme sur le fond, même s'il a pu critiquer la méthode gouvernementale pour les faire passer ou quelques aspects de ces mesures elles-mêmes : ni la liquidation des régimes spéciaux de retraite en 2007, ni la nouvelle flexibilisation du contrat de travail ou l'accord sur la représentativité syndicale en 2008, qui visait à soumettre un peu plus les syndicats au patronat et à l'État, ni le dégraissage massif dans la Fonction Publique, ni l'inévitabilité des licenciements en temps de crise, ni l'essentiel des lois anti-immigrés, ni la nécessité d'une réforme abaissant les pensions de retraites, etc. Le PS garde une influence sur les salariés, surtout ses couches les plus aisées, vu son passé de parti ouvrier-bourgeois[3], mais il est devenu un parti bourgeois normal, comparable au Parti Démocrate américain, ayant renoncé, même formellement, à toute lutte contre le capitalisme et servant directement les intérêts de la bourgeoisie.

Europe Ecologie, cartel électoral construit autour de personnalités (Daniel Cohn-Bendit, Eva Joly et José Bové), et s'appuyant sur les Verts, a aussi un caractère bourgeois. Ils veulent repeindre en vert le capitalisme et rendent les travailleurs responsables, par leur manque de « citoyenneté » ou d'« éthique » environnementale, des désastres écologiques ; ils dédouanent ainsi les vrais responsables de la crise sociale et écologique : le capital et sa logique du profit maximum, comme l'illustre notamment l'immense marée noire provoquée par BP.

Le PCF, le PG et la « gauche de la gauche » : l'impasse complète du réformisme à l'heure de la crise du capitalisme

Le PG et le PCF, cartellisés dans le Front de Gauche, avec des tensions surtout dues à une lutte pour des places dans les institutions, critiquent la politique du gouvernement, mais n'y opposent qu'une politique basée sur les illusions néo-keynésiennes, donc une autre politique bourgeoise. Tout en condamnant les excès du capitalisme, prônant parfois son « dépassement », ils refusent de le combattre dans son ensemble, de lutter pour le renversement de la bourgeoisie et pour le socialisme. Ils respectent les institutions de la république, et ne peuvent envisager de se battre pour chasser l'actuel gouvernement par la lutte de classes directe. Ils ne cherchent qu'à occuper quelques strapontins d'un hypothétique gouvernement « de gauche » en 2012. Ces partis réformistes particulièrement dégénérés sont petits mais gardent une certaine influence : le PCF reste implanté dans certains quartiers populaires, dans un certain nombre de grandes entreprises et maintient une influence importante sur la direction de la CGT et de la FSU. Le PG s'est créé une place à travers la figure de Mélenchon, portée par les médias.

Le projet de la « gauche solidaire »

Le PS, les Verts et le PCF ont lancé le projet de la « gauche solidaire », voulant rassembler l'ensemble de « la gauche » et de « la gauche de la gauche » en vue d'un gouvernement bourgeois d'alternance pour 2012. Les élections régionales en ont donné un avant-goût, même si, ici ou là, des conflits pour la répartition des sièges ont conduit à des listes séparées. Ces forces ont des désaccords ponctuels, mais leur unité se fonde sur leur volonté de gouverner dans le cadre fixé par les institutions bourgeoises. C'est une nouvelle mouture de la « gauche plurielle ». Il s'agit de canaliser le mécontentement et la colère des masses face à la politique de la droite dans le cadre des institutions pour poursuivre fondamentalement la même politique au service du capital, à l'instar des gouvernements Jospin-Buffet-Chevènement-Mélenchon entre 1997 et 2002.

Les directions syndicales : principal obstacle à la lutte de classe du prolétariat

Les directions syndicales, encore assez influencées par ces partis, sont cependant le

principal soutien au gouvernement. Malgré des trahisons répétées, elles gardent une certaine autorité parmi les travailleurs, qu'elles peuvent mobiliser par millions. Au fond, elles n'opposent au plan de sortie de crise de la bourgeoisie que d'autres solutions bourgeoises, souvent néo-keynésiennes, des vœux pieux et des mots creux (la croissance, l'emploi, etc.). Sous prétexte de ne pas faire de politique, elles refusent tout affrontement menaçant pour le gouvernement et qui risquerait d'atteindre les institutions bourgeoises. Elles proposent des journées d'action dispersées, jamais un plan d'action visant la grève générale. Elles s'en servent pour négocier des miettes et justifier leur existence auprès des travailleurs. Elles paralysent donc l'action du prolétariat, comme cela s'est vu particulièrement au printemps 2009 (concomitance de journées d'action massives, de luttes ouvrières dures et de la grève générale aux Antilles). Or, tant que Sarkozy sera au pouvoir, il frappera à coups redoublés. S'adapter aux institutions, laisser le gouvernement sévir jusqu'à 2012, c'est laisser le capital casser les conquêtes sociales et modifier nettement les rapports de forces entre les classes. Il existe certes des nuances entre les directions syndicales : il faut s'appuyer sur les prises de positions et les actions les plus progressistes qu'elles peuvent proposer, pour impulser les luttes et développer une politique de front unique, mais souligner en même temps les limites de toute politique réformiste, si combative soit-elle, et les trahisons des bureaucrates qui collaborent avec le gouvernement.

Pour une politique d'indépendance de classe

De la confusion des principes fondateurs à la logique du front populaire

Les principes fondateurs sont confus sur la nature du PS, des Verts et du PCF (présentés sans critère de classe, comme une gauche qui renonce face à une gauche qui ne renonce pas, reflet de la fausse théorie des « deux gauches »). Leur confusion a permis une politique d'adaptation à ces forces menée par la direction du NPA. Mais cette politique était surtout inscrite dans la résolution sur les élections européennes, qui prévoyait une alliance électorale « durable », inévitablement programmatique, avec les forces « se réclamant de l'anticapitalisme » (le PCF, le PG…) — résolution votée à une écrasante majorité au congrès fondateur, y compris par la plupart des dirigeants de l'ex-position B, qui ne l'ont jamais critiquée depuis lors, prétendant même que la « dérive » de la direction daterait de « juin 2009 » seulement.

Logiquement, à la fin de l'hiver et au printemps 2009, au lieu de combattre frontalement la politique de liquidation des luttes menée par ces partis, le NPA s'est subordonné d'abord au PCF et au PG, puis même au PS, allant jusqu'à signer un communiqué commun qui revendiquait la plateforme intersyndicale du 5 janvier 2009, contenant un programme bourgeois alternatif à celui de Sarkozy. C'est ensuite que la direction du NPA a mené d'interminables négociations pour des listes communes aux régionales avec les réformistes du PCF et du PG et leurs satellites. La participation au comité national contre la privatisation de La Poste, axé sur l'exigence d'un référendum

contre l'axe de la grève, impulsé par le PS, les directions syndicales, le PCF et le PG, intégré par Les Verts, Debout la République de Nicolas Dupont-Aignant, Cap 21 de Juppé et Corinne Lepage… repose sur cette même logique. Enfin, cette politique a aussi conduit à la signature scandaleuse de la direction du NPA sur l'appel de 50 organisations pour la manifestation du 4 septembre en défense des valeurs de la « République » et de l'« ordre public ».

Pour la dénonciation du PS et d'EE, les deux principales forces bourgeoises de gauche

Le NPA doit attaquer centralement le gouvernement, dénoncer la droite, mais ne pas laisser croire que la gauche proposerait une politique fondamentalement différente. Au contraire, il doit montrer que le PS et EE ne s'opposent jamais réellement au gouvernement et dénoncer fermement le caractère bourgeois de leur orientation. Il doit souligner que le PS et EE sont le pivot pour un futur gouvernement d'alternance capitaliste, qui n'est pas une solution pour les travailleurs, mais poursuivra sur l'essentiel la politique de l'UMP. Avec ces forces, il n'est pas envisageable de faire des accords programmatiques, mais en outre exclu de signer des accords de front unique. Ces deux dernières années ont démontré que tous les accords signés avec le PS et EE étaient des accords de type « front populaire », nous subordonnant en fin de compte à la stratégie bourgeoise de ces partis, masquant leur responsabilité dans la possibilité pour Sarkozy de continuer à casser les conquêtes sociales et semant la confusion dans la tête des travailleurs.

Pour une délimitation politique claire face au réformisme

Mais il faut aussi se délimiter clairement du réformisme moribond du PCF et du PG. Non pas laisser croire aux travailleurs qu'il n'y aurait que peu de différence entre eux et nous et qu'il faudrait d'abord et avant tout « l'unité », mais montrer à chaque pas que le PCF et le PG volent au secours du capitalisme (en expliquant aux salariés que les licenciements sont inévitables en temps de crise, en justifiant les journées d'action dispersées et sans lendemain, en défendant la République bourgeoise, etc.).

Le NPA ne doit envisager aucun accord programmatique avec les partis réformistes (déclarations politiques générales ou candidatures communes aux élections), car cela implique nécessairement de 17renoncer à un programme révolutionnaire pour adopter un programme réformiste. Il ne fait donc pas de proposition unitaire à ces partis pour les élections : au lieu d'aider à démasquer la traîtrise de ces partis, de telles discussions accréditent l'idée que les désaccords sont suffisamment faibles pour permettre d'envisager des listes communes. Cela sème des illusions sur les partis réformistes et masque la différence fondamentale entre réforme et révolution, alors même que ce ne sont plus des partis de masse, contrairement à ce qu'ils étaient au cœur XXe siècle.

Enfin, le NPA doit se battre pour le front unique ouvrier, pour l'unité des organisations

ouvrières sur la base de revendications correspondant aux intérêts objectifs et aux aspirations immédiates des travailleurs : il peut signer des accords de front unique avec des réformistes comme le PCF et le PG. Mais il ne peut signer de déclarations communes sur les luttes avec eux si leur contenu politique revient à canaliser la colère des travailleurs, à les détourner de la convergence des luttes et de la grève générale, à les mener dans l'impasse.

Contre la « gauche solidaire », projet d'un gouvernement bourgeois d'alternance, contre la perspective confuse d'un « gouvernement au service de la population »
Pour un gouvernement des travailleurs

Le NPA ne doit pas combattre seulement l'actuel gouvernement bourgeois, mais dénoncer également par avance le gouvernement bourgeois de gauche qui pourrait lui servir de remplaçant à partir de 2012. Il oppose à toutes les variantes de gouvernement bourgeois le combat pour un gouvernement des travailleurs eux-mêmes (la république des conseils ouvriers), seul capable d'exprimer réellement les intérêts de classe du prolétariat, d'exproprier le grand capital, de lutter pour la révolution mondiale et le socialisme. Un tel gouvernement ne peut naître ni des élections, ni d'une combinaison des luttes et des élections, mais seulement d'une révolution sociale, par l'insurrection des travailleurs auto-organisés.

Nous devons rejeter l'hypothèse stratégique du noyau central de la direction sortante, qui parle d'un « gouvernement en faveur de la population s'appuyant sur la mobilisation populaire »[4] ou « un gouvernement au service de la population »[5]. Il s'agit là de l'illusion réformiste selon laquelle il pourrait exister une sorte de gouvernement intermédiaire entre un gouvernement bourgeois et un gouvernement ouvrier, un gouvernement qui, tout en se maintenant dans les limites de l'État bourgeois, pourrait faire une politique réellement favorable aux travailleurs. L'histoire le montre : ces gouvernements sont toujours en dernière analyse au service de la bourgeoisie (Front Populaire en Espagne et en France en 1936, gouvernement de l'Unité Populaire au Chili d'Allende au début des années 70, etc.). Le NPA doit rejeter évidemment encore plus fermement toute participation ou soutien à un gouvernement bourgeois, qui serait une trahison des intérêts de la classe ouvrière (comme l'a fait la direction de Démocratie Socialiste en participant au gouvernement Lula dès 2003 au Brésil ou la direction de Sinistra Critica en Italie en soutenant le gouvernement Prodi en 2006-2008 — ces deux organisations étant membres alors, comme l'ex-LCR, du « Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale).

Le NPA doit donc refuser d'être l'aile gauche de « la gauche de la gauche » intégrée à la « gauche solidaire » et rejeter également l'orientation qui consisterait à faire tourner la politique du NPA autour du projet de la « gauche solidaire », même pour le critiquer.

Pour le NPA, il s'agit d'aider les travailleurs à surmonter les obstacles à leur lutte de

classe, à unifier leurs bagarres, à regrouper leurs forces et à trouver le chemin de la grève générale, seule façon de stopper et de vaincre le gouvernement Sarkozy-Fillon. Plus fondamentalement, notre but est d'aider le prolétariat non simplement à résister aux attaques du capital, mais à se constituer en classe révolutionnaire capable, en regroupant autour d'elle et de son programme historique l'ensemble des opprimés, de renverser le capitalisme et d'ouvrir la voie au communisme.

Nous luttons donc pour la destruction pure et simple de l'UE, et non pour une réforme de celle-ci ; cela tout en rejetant fermement le souverainisme qui voudrait nous faire croire que notre propre capitalisme et son État vaudraient mieux que l'UE. Nous concevons la révolution dans un pays comme le premier maillon de la révolution mondiale. C'est seulement ainsi qu'on pourra organiser rationnellement sous la direction des travailleurs les forces productives à l'échelle de tout le continent. Nous luttons donc pour les États-Unis Socialistes d'Europe (république européenne des conseils).

Pour des propositions unitaires aux autres organisations anticapitalistes

Sur tous les terrains, sur la base de son propre programme et de sa propre activité, le NPA doit favoriser le combat en commun contre le patronat et le gouvernement sur des points plus ou moins étendus avec des organisations comme Lutte Ouvrière, qui combattent le capitalisme, quelles que soient par ailleurs les divergences. Il peut réaliser des accords programmatiques partiels avec ces organisations. Il doit donc prendre l'initiative de leur proposer des initiatives communes, y compris des candidatures communes aux élections sur un programme révolutionnaire. Car il faut répondre tant aux besoins objectifs de la lutte qu'au souhait justifié des travailleurs combatifs de voir militer ensemble tous ceux qui se revendiquent du combat révolutionnaire, et plus généralement à la légitime aspiration de tous les travailleurs à l'unité dans la lutte des organisations qui se revendiquent de la défense de leurs intérêts. Le NPA doit garder bien sûr toute son indépendance et sa liberté de critique vis-à-vis de ses partenaires pour des élections ou des combats menés en commun.

Le combat contre l'extrême droite

Avec les licenciements, la hausse du chômage, le blocage des salaires, la croissance de la précarité, la crise crée les conditions pour un renouveau de l'extrême droite. Le Front National, qui avait subi des revers électoraux vu la reprise de nombre de ses idées par l'UMP, commence à retrouver des couleurs avec la déception vis-à-vis du gouvernement Sarkozy et l'approfondissement de la crise. S'il sait assurer la transition du père à la fille, il peut constituer une force d'attraction pour les couches du prolétariat et de la petite-bourgeoisie les plus durement frappées par la crise et les plus atomisées, d'autant plus que Marine Le Pen, tout en cherchant à lisser l'image de son parti, entend développer un discours faussement anticapitaliste et pro-ouvrier.

Le combat contre l'extrême droite nécessite une orientation révolutionnaire et un effort résolu d'implantation dans le prolétariat, notamment dans ses couches les plus opprimées, et requiert l'indépendance de classe, base d'une politique correcte de front unique. Le NPA doit donc rejeter les « fronts républicains » pour faire barrage à l'extrême droite. On ne peut pas compter sur les partis bourgeois pour combattre le fascisme, car celui-ci est précisément la politique de la bourgeoisie face à la menace de la révolution prolétarienne. Soutenir un candidat bourgeois, qu'il soit de droite ou de gauche, sous prétexte qu'il est opposé à un candidat d'extrême droite, revient simplement à embellir devant les travailleurs les représentants de leurs exploiteurs, sans stopper les progrès de l'extrême droite. En revanche, le NPA doit prendre toutes les initiatives pour regrouper et mobiliser les travailleurs avec toutes les autres organisations ouvrières sur des objectifs précis contre les organisations d'extrême droite.

Le NPA et les élections

La participation aux élections est une question tactique. Les élections sont seulement l'occasion de faire connaitre notre programme, de populariser une perspective révolutionnaire et d'avancer des idées clés sur la situation politique immédiate pour développer la conscience de classe en général et renforcer le parti en particulier.

Le NPA doit refuser la logique parlementaire et électoraliste autour de combinaisons d'appareils à gauche et à la gauche de la gauche, qui plus est à un an et demi des présidentielles. Cette logique implique l'acceptation du maintien au pouvoir de Sarkozy jusqu'en 2012… au moins. Le NPA ne doit mener aucune discussion en vue de ces échéances, soulignant qu'il s'agit pour lui d'arrêter tout de suite, par la lutte de classe directe, le rouleau compresseur du patronat et de son gouvernement. Le moment venu, le NPA devra faire des propositions unitaires aux seules organisations anticapitalistes, à commencer par Lutte Ouvrière.

Pour l'auto-organisation des travailleurs, pour la centralisation des luttes, pour le front unique ouvrier, pour la grève générale, seule façon d'en finir avec le gouvernement Sarkozy-Fillon

Le NPA doit être fondamentalement un parti de la lutte de classe. Il doit donc prendre des initiatives concrètes pour impulser l'auto-organisation des travailleurs et travailler à leur centralisation : AG, comités de lutte ou de grève, comité national de grève, etc. Il popularise ces méthodes de lutte sur la base des exemples donnés par l'avant-garde de la classe ouvrière. On peut mentionner quelques luttes exemplaires. À Ford-Blanquefort, la lutte menée par la CGT (dirigée par un camarade du NPA, Philippe Potou) depuis 2007 a permis jusqu'à maintenant de maintenir les 1700 emplois. À la fonderie Rencast, une grève totale de 18 jours avec piquets de grève – soutenue par

une partie des militants du NPA de l'Indre – a sauvé les emplois de tous ceux qui voulaient rester et gagné le paiement des jours de grève. À Goodyear Amiens, la lutte déterminée des travailleurs et le refus de leur syndicat CGT lutte de classe de négocier le plan de 817 licenciements ont permis de repousser chaque nouvelle mouture du plan depuis près de trois ans. À Philips Dreux, la lutte animée par la CGT et Manuel Georget, camarade du NPA, a conduit à une expérience de gestion ouvrière, sur une dizaine de jours, et permis de montrer que les travailleurs sont capables de produire sans patron. On voit ici que la politique des dirigeants ouvriers est un facteur essentiel du rapport de forces.

Le NPA doit s'efforcer d'amener d'autres travailleurs et structures syndicales à soutenir les luttes de façon concrète et continue. Il doit prendre aussi des initiatives volontaristes pour que se coordonnent les secteurs les plus avancés, en cherchant à structurer face à la bureaucratie syndicale un pôle alternatif qui constitue une référence et un point d'appui pour tous les travailleurs. L'appel des New Fabris en juillet 2009, lancé grâce à l'intervention en soutien des camarades de la Fraction L'Étincelle, était un pas en avant, la réunion de Blanquefort en septembre 2009 aussi, tout comme la manifestation du 17 septembre, mais la direction du NPA n'a pas voulu mettre tout son poids dans la balance pour cristalliser cet embryon de coordination. De même, elle a négligé l'expérience très importante, et malheureusement défaite, du Comité de Résistance Ouvrière de la Meuse et de la Haute-Marne, structure mise en place par des camarades du NPA pour coordonner les luttes contre les licenciements, que la bureaucratie syndicale ne soutient pas et coordonne encore moins.

Tout en impulsant l'auto-organisation, le NPA doit s'adresser aux organisations qui se revendiquent de la défense des intérêts du prolétariat pour leur proposer la lutte sur des buts immédiats communs, même partiels. Dans tous les cas, le NPA doit conserver sa liberté de critique à l'égard des autres organisations et n'hésite pas à en faire usage surtout quand celles-ci mettent des obstacles au succès de la lutte.

Au contraire, la direction sortante du NPA tend à s'adapter à la politique des directions syndicales, en refusant de les dénoncer comme l'obstacle central à la convergence et à l'approfondissement des luttes, en dénonçant trop mollement les journées d'action sans perspective, voire en en demandant une de plus, en parlant parfois de grève générale, mais sans proposer aucun moyen concret pour y parvenir. Sur ce point, la politique de l'ex-position B n'est pas assez nettement en rupture : elle ne comprend généralement pas qu'il est politiquement crucial de dénoncer les directions syndicales, car les masses continuent de leur faire largement confiance et de suivre leurs consignes ; elle n'est pas pour la stratégie des journées d'action, mais tend à se féliciter elle aussi de l'annonce de « nouvelles dates », qui pourtant s'inscrivent dans cette stratégie ; elle pense à tort que l'on peut se contenter de construire la grève générale par en bas en multipliant et coordonnant des grèves reconductibles, alors qu'il faut combiner ce travail nécessaire avec l'interpellation des directions syndicales, à la fois pour aider au progrès de la conscience des salariés et pour cristalliser la volonté diffuse des masses. Pour nous, le NPA doit dénoncer ouvertement et sans ambiguïté les journées d'action

sans perspective appelées par la bureaucratie syndicale, qui sont impuissantes et contribuent à démoraliser les travailleurs ; nous devons leur opposer un plan de lutte visant la grève générale, seul moyen de vaincre le gouvernement ; c'est avec cette orientation que nous devons nous battre pour les grèves reconductibles quand c'est possible, pour mettre sur pied des comités de grève et des coordinations et pour aider les secteurs les plus avancés à porter eux-mêmes l'interpellation des directions syndicales, mise alors réellement sous pression.

Le NPA doit intervenir afin de diriger toujours plus la colère des masses contre le gouvernement lui- même. Il faut donc avancer des mots d'ordre contre le gouvernement, adaptés à la situation et au rapport de forces, et toujours les lier à la lutte pour un gouvernement des travailleurs eux-mêmes. On peut s'appuyer sur l'exemple donné par le prolétariat des Antilles en 2009 pour faire de la propagande et de l'agitation pour la grève générale, comme seul moyen d'infliger une défaite au gouvernement Sarkozy-Fillon et d'ouvrir la voie à son renversement.

Pour l'intervention politique active dans les luttes des travailleurs, pour l'implantation dans le prolétariat

L'orientation de la direction sortante a négligé le plus souvent les luttes ouvrières au profit des élections. Elle n'a pas impulsé l'intervention du parti pour les soutenir et essayer d'y porter un programme révolutionnaire. Le plus souvent, la direction s'est bornée à envoyer son porte-parole apporter son soutien aux salariés. Même lorsque les équipes locales du NPA dirigeaient des luttes remarquables ou avaient décidé d'y intervenir avec détermination (comme dans les cas de Philips Dreux ou du Comité de Résistance Ouvrière en Meuse/Haute-Marne), la direction ne leur a pas accordé l'importance qu'elles méritaient : aucune leçon politique d'ensemble n'en a été tirée et il n'y a pas eu de tentative de popularisation des orientations et méthodes les plus avancées. Enfin, si la direction du NPA a pu contribuer à l'organisation de rencontres entre militants combatifs, elle n'a jamais pris véritablement d'initiatives audacieuses pour constituer une coordination nationale des boîtes en lutte et des secteurs combatifs, qui aurait pu constituer un point d'appui utile pour diffuser un programme alternatif à celui de la bureaucratie syndicale et servir de référence à des dizaines de milliers de travailleurs. Les militants de l'ex-position B sont souvent plus impliqués dans les luttes et y défendent généralement l'auto-organisation, comme par exemple à la poste dans le 92, mais ils n'ont en deux ans presque jamais mené de combat contre la direction en vue d'une politique globale alternative pour les luttes prolétariennes.

Le NPA doit faire de l'intervention dans les luttes du prolétariat avec un programme de transition révolutionnaire la priorité de son activité et doit donc hiérarchiser ses interventions pour concentrer les efforts des militants sur des combats objectivement plus importants (secteurs socialement importants, luttes au programme avancé, etc.).

Plus généralement, le NPA doit faire un effort particulier pour s'implanter à la base dans les bastions du prolétariat. Il doit se donner les moyens suivants :

• regroupement prioritaire des militants pour l'intervention et l'implantation sur les lieux de travail ;

• diffusions politiques régulières sur les grandes concentrations de travailleurs de la région, du département ou de la ville ;

• effort pour mettre en place autant que possible des bulletins d'entreprise ;

• mise en place d'activités permettant d'inviter largement les travailleurs sympathisant avec le NPA (fête, projection de films, etc.).

Pour l'intervention organisée des militants du NPA dans les syndicats, pour un courant intersyndical lutte de classes antibureaucratique

La direction du NPA n'a pas de politique commune pour l'intervention dans le mouvement syndical. De façon répétée, de nombreux militants syndicaux demandent la mise en place d'une intervention organisée dans les syndicats et d'un courant intersyndical lutte de classe antibureaucratique. La direction du NPA est au mieux restée passive, ce qui revient à laisser aux militants atomisés la responsabilité de mener les combats qui leur semblent justes. Elle a même été jusqu'à s'engager auprès de la bureaucratie de la CGT à ne pas constituer de courant sympathisant avec le NPA au sein de cette centrale. Les dirigeants de l'ex- position B n'ont pas combattu cette capitulation et n'ont guère fait mieux dans leur pratique sur le sujet : ils n'ont rien fait pour structurer l'intervention des militants du NPA dans les syndicats ; certains se sont opposés à la candidature Delannoy au congrès confédéral de la CGT, qui avait ses limites mais devait être soutenue car elle était progressiste dans la situation ; et certains ont même paralysé le collectif créé autour cette candidature, qui rassemblait des militants syndicaux combatifs de diverses traditions politiques et aurait pu attirer au-delà sur des bases globalement correctes. Là encore, il est urgent de changer d'orientation.

Malgré leur affaiblissement par rapport aux années 1980, les syndicats continuent de jouer un rôle essentiel. Ils peuvent mobiliser les travailleurs bien au-delà des rangs clairsemés des syndiqués. La politique de la bureaucratie joue un rôle clé dans les défaites subies par la classe ouvrière. Le NPA doit donc appeler tous ses militants à se syndiquer, à construire les syndicats en se plongeant dans les préoccupations et luttes quotidiennes des prolétaires et à s'y battre pour une orientation conforme à leurs intérêts de classe. Il refuse le prétendu partage entre le politique réduit aux élections, qui devrait être laissé aux partis, et le syndical réduit aux revendications économiques, qui devrait être la chasse gardée des syndicats. La bureaucratie syndicale n'est pas

politiquement neutre, mais a une politique qui en dernière analyse protège le capital.

Quand Thibault laisse isolés les conflits contre les licenciements, quand il refuse d'exiger le retrait pur et simple d'une réforme ou quand il dit que « parler de grève générale est une stupidité », sa politique vise à protéger le patronat et le gouvernement. Pour faire prévaloir une orientation conforme aux intérêts des salariés, les militants du NPA doivent intervenir de façon coordonnée dans les syndicats.

Les militants détenant des responsabilités syndicales doivent rendre compte de leur activité devant la structure correspondante du parti. Il peut exister une pluralité de points de vue sur l'intervention la plus juste, mais le NPA doit se saisir du fait extrêmement grave que certains de ses membres ayant des responsabilités syndicales se permettent de marcher avec la bureaucratie réformiste, notamment de voter avec elle dans les instances et les congrès. Ce problème se pose de façon aiguë et récurrente à propos de

l'intervention d'une partie des militants du NPA au sein du courant École Emancipée de la FSU, et doit être enfin réglé par la discussion et le combat politique interne.

Mais il existe aussi beaucoup de militants syndicaux combatifs, qu'ils appartiennent à d'autres organisations d'extrême gauche, qu'ils soient des militants syndicaux lutte de classe ou simplement des travailleurs syndiqués. Pour renforcer la lutte pour une politique prolétarienne et contre la bureaucratie syndicale, il faut s'efforcer d'organiser largement ces syndiqués dans un courant syndical lutte de classes.

En France, les travailleurs d'un même secteur sont divisés en une multitude de syndicats, pour des raisons historiques, souvent maintenues et amplifiés par les intérêts d'appareil inévitablement générés par la création d'une nouvelle organisation. Le NPA doit viser à unifier la lutte des travailleurs de tous les secteurs et de tous les syndicats et donc s'efforcer de donner un caractère intersyndical à ce courant lutte de classes, en rassemblant les militants combatifs de la CGT, de la FSU, de Sud, de FO, de la CFDT, etc.

Pour la formation et la propagande marxistes

La direction du NPA a largement négligé la formation des adhérents, en particulier des nouveaux camarades. C'est la conséquence de son mépris croissant pour le marxisme et de son refus de construire un parti révolutionnaire de militants. Au mieux, les nouveaux adhérents, non formés, sont perdus ou passifs dans les débats politiques du parti. Au pire, vu l'absence de formation marxiste rigoureuse, on ne les a pas aidés à clarifier leur conscience anticapitaliste, on ne les a pas armés théoriquement pour résister aux pressions de la société bourgeoise et on ne leur a pas donné les moyens de participer à l'élaboration politique collective. Beaucoup, découragés, ont quitté le parti.

Le NPA doit proposer une formation sur la base d'exposés, de débats et de lectures aux

travailleurs et aux jeunes révoltés qu'il gagne ou rapproche de lui par son intervention politique immédiate. Cette formation doit aborder la théorie marxiste, les grands moments de l'histoire de la lutte des classes, les questions programmatiques fondamentales, etc. La formation doit aussi devenir un instrument pour rapprocher ou gagner de nouveaux militants. Elle est indispensable à la fois pour résister à la propagande de la classe dominante (école, médias, bureaucrates syndicaux, etc.) et pour transformer la conscience de classe immédiate en une conscience politique de classe.

Dans l'ensemble de ses publications, le NPA doit propager de façon vivante, sous une forme adaptée à chaque média, les idées communistes et révolutionnaires.

Pour la démocratie dans le parti

Les statuts provisoires se revendiquent des meilleures traditions du mouvement ouvrier, de la démocratie interne et du droit de tendance et de fraction. Mais les principes démocratiques ont souvent été bafoués. Au congrès fondateur, en violation des statuts, le CPN n'a pas été élu à la proportionnelle des sensibilités politiques, privant notamment la Tendance CLAIRE de représentants dans cette instance, malgré le nombre de voix recueillis sur ses textes. Le CE n'a pas été élu de façon plus transparente. Les têtes de liste aux européennes n'ont pas pu être choisies par les militants, mais ont été désignées de façon opaque.

La déclaration NPA-PG de juin 2009 annonçant quasiment des listes communes pour les régionales a été rédigée sans discussion préalable dans le parti, pas même au CPN. Lors de la conférence jeunes du NPA, la pression du CE a suffi à empêcher la Tendance CLAIRE d'avoir des représentants aux secrétariats jeunes parisien et national, alors que l'application de la proportionnelle lui en aurait donné le droit vu le nombre de voix obtenu sur ses textes. La consultation sur les régionales n'a pas fait l'objet d'une conférence avec des délégués démocratiquement élus, mais d'un référendum déguisé, empêchant de dégager une majorité sur des bases politiques. Pire, dans une résolution (sur laquelle d'ailleurs la plupart des responsables de l'ex- position B se sont abstenus), le CPN de décembre 2009 a autorisé chaque région à faire au nom du NPA ce que bon lui semble, permettant les « expérimentations unitaires antilibérales » de la Bourgogne, du Languedoc-Roussillon et du Limousin, proposant des subventions au patronat. Dans cette situation dont le direction est responsable, tout le parti a été mis devant le fait accompli lorsque les comités du Vaucluse ont décidé de présenter une camarade portant le foulard islamique, après avoir prévenu la direction, mais sans que celle-ci engage de débat national, pas même au CPN, alors que la décision impliquait de fait l'ensemble du NPA. En revanche, la direction du parti a revanche exercé une forte pression sur les régions où la position B l'avait emporté pour que les candidats se présentent sur la base de la profession de foi nationale.

Enfin, le congrès n'a pas été convoqué avant novembre (voire décembre ?) 2010, alors

que selon les statuts il aurait dû l'être au plus tard 18 mois après le congrès fondateur, donc en juin 2010.

Nous voulons un NPA réellement démocratique, où tous les militants du parti puissent participer aux discussions politiques centrales, où l'on cesse d'opprimer les révolutionnaires tout en flattant les opportunistes réformistes, où cesse la tutelle pesante de la direction sur un secteur jeune dont l'autonomie est trop limitée, où les militants puissent, sur la base de textes politiques présentés dans les instances du parti (congrès, CPN, CE, etc.), s'organiser en groupes d'opinion, courants, tendances et fractions, avec des droits réellement respectés dans tout le parti.

Contre « notre » propre État impérialiste, pour l'internationalisme prolétarien et le soutien à la résistance des peuples opprimés

Le programme du NPA comme organisation anticapitaliste ne peut pas se limiter à des questions strictement franco-françaises. Il doit s'inscrire dans une perspective fondamentalement internationaliste.

Être internationaliste en France implique de se poser en rupture par rapport à l'impérialisme français et à sa République, qui prône Liberté, Égalité, Fraternité et Laïcité mais garantit, sur le territoire national et dans l'arrière cour semi-coloniale, les affaires de la bourgeoisie et l'asservissement des peuples.

La lutte anti-impérialiste, en particulier contre notre propre impérialisme, est une tâche prioritaire. En cas de guerre entre un pays impérialiste et un pays opprimé, les révolutionnaires sont toujours dans le camp militaire du pays opprimé, pour la défaite des armées impérialistes. Partout, nous devons soutenir la mobilisation des masses contre l'impérialisme, y compris leur résistance armée. Tous les coups qu'elles portent à l'impérialisme sont légitimes du point de vue du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et, en entravant ou affaiblissant les puissances néocoloniales, ils favorisent la lutte des classes dans les pays impérialistes eux-mêmes. Ce soutien à la résistance des masses ne veut pas dire que nous apportions un quelconque soutien au programme et à la stratégie des organisations nationalistes bourgeoises et petites- bourgeoises, que nous combattons au contraire politiquement. On ne peut qualifier de « résistance » tout ce qui porte un fusil : Al Qaïda, lancée par l'impérialisme US, n'est pas une organisation de résistance. Dans la lutte anti-impérialiste, il faut garder une boussole de classe, contrairement à ceux qui se sont couchés devant les directions nationalistes (comme le parti stalinien Toudeh devant Khomeiny en Iran, menant à la liquidation de milliers de militants ouvriers). Ainsi :

• Nous soutenons d'abord les peuples en lutte contre notre propre impérialisme : nous défendons inconditionnellement le droit à l'autodétermination des peuples des colonies françaises (Kanaky, Guadeloupe, etc.) ; nous soutenons la mobilisation du peuple et de

la jeunesse ivoirienne contre l'occupation française ; nous dénonçons la « Françafrique », c'est-à-dire l'ensemble du système néocolonial mis en place par l'État français pour piller les richesses du continent africain (uranium, pétrole, etc.) en alliance avec des régimes le plus souvent dictatoriaux.

• Nous soutenons la résistance du peuple afghan à l'occupation impérialiste, mais sans apporter le moindre soutien politique aux talibans ; cette occupation n'a rien à voir avec la défense du droit des femmes, qui n'ont guère vu leur situation s'améliorer sous la présidence Karzaï, et qui sont tout aussi opprimées en Arabie Saoudite sans que cela ne gène les chefs des principaux partis bourgeois et réformistes ; ici comme ailleurs les femmes ne peuvent compter que sur leurs propres forces et celles du prolétariat pour s'émanciper ; nous luttons pour le retrait immédiat des troupes françaises.

• Nous soutenons le peuple vénézuélien contre toute attaque de l'impérialisme, nous combattons tout putsch impérialiste contre Chavez, sans apporter de soutien à la politique bourgeoise de Chavez, qui fait obstacle au combat révolutionnaire des masses et tente de se subordonner le mouvement ouvrier.

• Nous soutenons la lutte du peuple palestinien pour ses droits nationaux, y compris le droit au retour, donc son droit à l'autodétermination. Nous dénonçons la revendication politique de deux États sur le territoire de la Palestine historique : pour Israël, c'est une politique de négation des droits nationaux des Palestiniens, car le seul « État » qu'Israël soit prêt à leur « concéder », ce sont des Bantoustans sans la moindre autonomie réelle, comme le prouve la poursuite méthodique et ininterrompue de la colonisation sous couvert de « processus de paix ». Les revendications démocratiques et nationales du peuple palestinien ne peuvent être satisfaites que par la destruction de l'État d'Israël et l'instauration d'un seul État ouvrier et socialiste sur l'ensemble de la Palestine historique, au sein duquel Juifs, Musulmans, Druzes, Chrétiens pourront enfin vivre en paix, dans la perspective des États-Unis socialistes du Moyen-Orient. Seule cette perspective peut permettre d'unir dans la lutte le prolétariat et les opprimés palestiniens avec le prolétariat juif qui doit rompre avec le sionisme. Nous condamnons l'assassinat, l'enlèvement ou l'emprisonnement d'élus du Hamas, sans apporter aucun soutien politique au Hamas, un parti réactionnaire qui défend la propriété privée et veut construire un État théocratique en Palestine, opprime les masses palestiniennes en s'appuyant sur la charria, interdit les enseignants masculins dans les écoles de filles, oblige les femmes à se baigner habillées et organise des mariages forcés. En France, nous participons aux actions de la campagne BDS qui nous semblent justes, tout en combattant ses limites et ses confusions : nous refusons de faire un front commun avec des patrons comme le suggère l'idée de « désinvestissement » ; nous refusons de faire appel à l'ONU, au service de l'impérialisme, comme le suggère l'idée de « sanctions » ; nous y opposons un boycott ouvrier actif, dans lesquels les dockers peuvent jouer un rôle important ; enfin, par delà ces désaccords, nous défendons évidemment contre la répression tous les militants qui participent à la campagne BDS.

• Nous soutenons la résistance du peuple irakien, y compris militaire, contre

l'impérialisme occupant et oppresseur, mais nous combattons ceux qui, au nom de l'islam radical et de la charria, s'attaquent aux syndicats et aux partis ouvriers, veulent militairement briser les grèves, assassinent les étudiants et terrorisent les femmes. Ce sont les ennemis jurés de la classe ouvrière et de son émancipation.

• De manière générale, nous soutenons la résistance des masses contre les armées et les représentants de l'impérialisme et du sionisme en Palestine, en Irak, en Afghanistan, au Liban, etc., même lorsque, en l'absence de directions progressistes, elles utilisent les moyens militaires d'organisations bourgeoises ou petites-bourgeoises, laïques ou religieuses. Mais nous nous opposons à la stratégie des attentats aveugles contre les populations civiles, dont l'impérialisme se sert pour justifier sa présence et qui conduisent à solidariser celles-ci avec leur gouvernement au lieu de les faire rompre avec lui.

Enfin, au moment où Hugo Chávez lance son projet d'une prétendue Ve Internationale interclassiste et aux contours politiques flous, il nous faut défendre au contraire la nécessité de l'Internationale ouvrière révolutionnaire qui fait cruellement défaut aujourd'hui et qui devrait se lier à l'avant-garde du prolétariat en lutte contre les effets de la crise mondiale. Imaginons à quel point la situation actuelle serait différente si les travailleurs disposaient d'une Internationale capable d'appeler tous les travailleurs d'Europe et du monde à la lutte commune et simultanée contre les plans de destruction de tous les acquis sociaux, pour un programme de transition révolutionnaire ! Ouvrons la discussion, au sein du NPA, sur la délimitation, les références et le programme de cette Internationale que nous voulons. Pour notre part, nous revendiquons l'héritage des grands révolutionnaires Marx, Engels, Rosa Luxembourg, Lénine, Trotsky et le programme historique de la Quatrième Internationale. Mais pour construire une telle internationale sur des bases solides, il faut faire le bilan des organisations qui en sont issues, pour apprendre de leurs réussites et de leurs erreurs, et pour éviter de retomber dans les mêmes écueils.

Tels sont les axes principaux de l'orientation que nous proposons au NPA pour l'année à venir. ***Faisons du NPA un parti réellement utile au prolétariat pour développer sa lutte de classes, l'aider à se constituer en classe révolutionnaire, et commençons à forger un parti marxiste !***

Nous ne voulons pas d'un parti d'adhérents, électoraliste, aspirant à faire pression sur la « gauche de la gauche », généralisant ce que le NPA a déjà commencé à faire en Limousin : s'aligner sur le PCF et le PG pour défendre les subventions publiques au patronat sous prétexte de sauver des emplois. Un tel parti ferait demain ce que le Bloc de Gauche au Portugal vient de faire : voter le plan « d'aide à la Grèce », un plan d'austérité sans précédent infligé aux travailleurs et à la jeunesse grecs. Un tel parti ferait demain comme Die Linke en Allemagne, qui participe à des gouvernements régionaux avec le SPD pour appliquer une politique anti- ouvrière. Un tel parti finirait comme le Parti de la Refondation Communiste en Italie et Démocratie Socialiste au Brésil : dans un gouvernement bourgeois de « gauche », saignant les travailleurs,

privatisant les entreprises publiques et conduisant des opérations impérialistes (guerre en Afghanistan, occupation militaire de Haïti).

Nous voulons un parti réellement anticapitaliste, c'est-à-dire communiste et révolutionnaire, un parti de militants, fait pour la lutte de classe, qui s'implante en profondeur dans le prolétariat qui popularise les expériences les plus avancées de notre classe. *Face à la droite « décomplexée » et à la gauche «solidaire », les prolétaires ont besoin d'un parti à eux, pour les aider à ne pas payer la crise en luttant ouvertement pour leur propre gouvernement et en défendant sans complexe la perspective du communisme.*

---

1 Cf. notre texte *« Notre réponse révolutionnaire à la crise »*, soumis également au congrès.

2 Les politiques « keynésiennes » visent à stimuler la « demande » dans l'espoir que cela augmente la croissance : hausse des dépenses publiques, hausse des salaires, etc.

3 Un parti ouvrier-bourgeois est un parti dont le programme officiel est socialiste et la base sociale principalement prolétarienne, mais dont le programme réel est la défense de l'ordre bourgeois, qu'il veut simplement aménager. Tout en prétendant porter les intérêts du prolétariat, il sert en réalité ceux de la bourgeoisie, qu'il se trouve dans l'opposition parlementaire, qu'il appelle partiellement les masses à se mobiliser ou qu'il exerce le pouvoir dans le cadre des institutions du capital. Classiquement, ce fut le cas de la social-démocratie après 1914 et, par la biais de leur inféodation à la bureaucratie stalinienne d'URSS, des PC.

4 « Un second souffle pour le NPA », texte présenté par plusieurs membres du CE, dont P.-F. Grond, au CPN de mars 2010 :
http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article16917

5 Projet de texte « Nos réponses à la crise » des principaux dirigeants du NPA.

Collectif pour une tendance révolutionnaire, le 1 novembre 2010